

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/248

19 novembre 2004

(04-5035)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

### Deuxième réexamen des exemptions de l'obligation NPF

La communication ci-après, datée du 17 novembre 2004 et adressée par la délégation de la République de Corée, est distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

1. Comme lors du premier réexamen des mesures d'exemption de l'obligation NPF en 2000, la Corée attache la plus haute importance à cet exercice, étant donné que les exemptions de l'obligation NPF devraient être réduites au minimum de manière à assurer et à renforcer l'application des principes de l'AGCS. Ce deuxième réexamen, s'il est mené à bien de façon constructive, contribuera à clarifier les mesures existantes d'exemption de l'obligation NPF et à les faire comprendre aux Membres, et facilitera les négociations dans le cadre du PDD en vue d'une libéralisation plus poussée du commerce des services.

2. Après le premier réexamen en 2000, la Corée; Hong Kong, Chine; et le Japon ont présenté une proposition (document S/C/W/173) concernant la suite des discussions sur les exemptions de l'obligation NPF. Sur la base de cette proposition, la Corée voudrait soulever des questions concernant des mesures d'exemption qui n'ont pas été suffisamment traitées ou qui appellent davantage de précisions, en particulier les mesures qui, selon nous, risquent de donner lieu à un traitement moins favorable que celui qui est prévu dans les engagements spécifiques que les Membres ont pris. La Corée apprécierait que les Membres communiquent leurs réponses à l'avance, si possible, ou oralement pendant le réexamen.

3. Néanmoins, ces questions ne sont pas exhaustives et la Corée en posera peut-être d'autres, oralement ou par écrit, avant et pendant la session de réexamen.

### **Argentine**

#### *Page 10, Services de télécommunication*

4. De quelle catégorie de la classification sectorielle la "fourniture d'installations de satellites géostationnaires pour les services fixes par satellite" relève-t-elle?

### **Arménie**

#### *Page 11, Services audiovisuels*

5. En ce qui concerne la "production et la distribution de films cinématographiques", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions sinon celles

concernant le traitement national pour ce qui est des subventions, indiquées sous "Engagements horizontaux", et les mesures d'exemption qui exigent des accords bilatéraux ou multilatéraux.

## **Bangladesh**

### *Page 16, Services de télécommunication*

6. Y a-t-il eu des réexamens visant à déterminer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore, en particulier à la lumière du récent différend sur les télécommunications dans le cadre de l'AGCS, et compte tenu du fait que la durée prévue était de dix ans?

## **Bulgarie**

### *Page 26, Services juridiques*

7. En ce qui concerne les "services consultatifs fournis par des consultants juridiques étrangers", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions, et la mesure d'exemption concernant les services juridiques qui exige des arrangements préférentiels aux fins du traitement national intégral.

## **Ex-République yougoslave de Macédoine**

### *Page 78, Biens immobiliers et fonciers*

8. En ce qui concerne les services "immobiliers et fonciers", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions, et la mesure d'exemption, qui est essentiellement fondée sur la réciprocité.

### *Page 79, Services juridiques*

9. En ce qui concerne les "services de conseils concernant le droit du pays d'origine, d'un pays étranger et le droit international", veuillez expliquer le rapport entre les engagements spécifiques qui ne prévoient pas de restrictions, et la mesure d'exemption, qui est essentiellement fondée sur la réciprocité.

## **Géorgie**

### *Page 85, Services liés à la pêche*

10. En ce qui concerne les "services annexes à la pêche", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions, et la mesure d'exemption, qui est fondée sur la réciprocité.

### *Page 85, Services de production de films cinématographiques ou de bandes vidéo*

11. En ce qui concerne les "services de production de films cinématographiques et bandes vidéo", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions, et les mesures d'exemption, qui exigent des accords bilatéraux. En particulier, veuillez préciser si d'autres types de traitement préférentiel non soumis à des limitations concernant l'accès aux marchés, le traitement national, ou d'engagements additionnels sont prévus.

## **Inde**

*Pages 90 et 91, Services de télécommunication*

12. Y a-t-il eu des réexamens visant à déterminer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore, en particulier à la lumière du récent différend sur les télécommunications dans le cadre de l'AGCS?

## **Royaume hachémite de Jordanie**

*Page 97, Utilisation des terres*

13. En ce qui concerne "l'utilisation des terres", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, selon lesquels l'autorisation ou l'approbation du Conseil des ministres est nécessaire, et la mesure d'exemption, qui est fondée sur la réciprocité. En particulier, veuillez indiquer si l'autorisation ou l'approbation du Conseil des ministres est soumise à des conditions de réciprocité.

*Page 98, Services audiovisuels*

14. En ce qui concerne la "production et la distribution d'œuvres cinématographiques", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui prévoient que la participation étrangère au capital doit être limitée à 50 pour cent et exigent la nationalité jordanienne, et la mesure d'exemption qui exige fondamentalement des accords ou des arrangements bilatéraux.

## **Lituanie**

*Page 106, Services juridiques*

15. En ce qui concerne les "services de conseil juridiques", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions, et la mesure d'exemption qui exige des accords bilatéraux. Quelle différence y a-t-il entre les conseils juridiques et les avoués plaidant devant un tribunal?

## **Pakistan**

*Page 124, Services de télécommunication*

16. Y a-t-il eu des réexamens visant à déterminer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore, en particulier à la lumière du récent différend sur les télécommunications dans le cadre de l'AGCS?

## **Panama**

*Page 125, Services professionnels*

17. En ce qui concerne les "services juridiques" tels que définis dans les engagements spécifiques, veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions, et la mesure d'exemption concernant les services professionnels, qui exige la réciprocité. Les services juridiques sont-ils inclus dans les services professionnels?

*Page 125, Services audiovisuels*

18. En ce qui concerne "les services de production et de distribution de gros de films cinématographiques et bandes vidéo", veuillez expliquer le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions concernant l'accès aux marchés, et les mesures d'exemption qui exigent des arrangements spécifiques.

**République dominicaine**

*Page 131, Services juridiques*

19. En ce qui concerne les "services de conseil et d'information juridique", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions, et la mesure d'exemption concernant les services juridiques (qui exige la réciprocité).

*Page 131, Services d'audit et services comptables*

20. En ce qui concerne les "services d'audit financier" et les "services d'expertise comptable", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions visant un pays particulier, et les mesures d'exemption concernant les services comptables et d'audit, qui sont fondées sur la réciprocité.

*Page 131, Services des dentistes, physiothérapeutes, médecins, personnel paramédical et personnel infirmier*

21. En ce qui concerne les "services médicaux et dentaires", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions visant des pays particuliers, et la mesure d'exemption concernant les services des dentistes, physiothérapeutes, médecins, personnel paramédical et personnel infirmier, qui est fondée sur la réciprocité.

*Page 131, services d'architecture et d'ingénierie*

22. En ce qui concerne les "services d'architecture et les services d'ingénierie", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions visant des pays particuliers, et la mesure d'exemption, qui est fondée sur la réciprocité.

**Sri Lanka**

*Page 151, Services de télécommunication*

23. Y a-t-il eu des réexamens visant à déterminer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore, en particulier à la lumière du récent différend sur les télécommunications dans le cadre de l'AGCS?

**Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu**

*Page 159, Acquisition de droits et d'intérêts sur les terrains*

24. En ce qui concerne l'"acquisition de droits et d'intérêts sur les terrains", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, où sont énumérés les secteurs faisant l'objet de restrictions, et les mesures d'exemption où sont énumérés les secteurs autorisés. Les étrangers qui ne relèvent pas d'arrangements réciproques sont-ils autorisés à acquérir des droits et des intérêts dans les secteurs ne faisant pas l'objet de restrictions?

## **Thaïlande**

### *Page 160, Services d'audit*

25. En ce qui concerne les "services comptables, d'audit et de tenue de livres", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions concernant des pays particuliers, et la mesure d'exemption concernant les services d'audit, qui est fondée sur la réciprocité de traitement.

## **Turquie**

### *Page 167, Services professionnels*

26. En ce qui concerne les "services juridiques", "les services comptables, d'audit et de tenue de livres" et les "services d'architecture et d'ingénierie", veuillez préciser le rapport entre les engagements spécifiques, qui ne prévoient pas de restrictions concernant des pays particuliers, et la mesure d'exemption concernant les services professionnels, qui est fondée sur la réciprocité. Ces services sont-ils inclus dans les services professionnels?

### *Page 167, Services de télécommunication*

27. Y a-t-il eu des réexamens visant à déterminer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore, en particulier à la lumière du récent différend sur les télécommunications dans le cadre de l'AGCS?

## **Venezuela**

### *Page 175, Radioamateurs*

28. Veuillez expliquer comment le service de "radioamateurs" est fourni. Est-il fourni sur une base commerciale au Venezuela?

---